

Grenelle de l'Environnement

La transition de l'économie et de la société française

Octobre 2007 - Septembre 2008 :
un an d'engagements
et de réalisations



Ministère de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

Le Grenelle : un an de mobilisation et d'actions

- 6 groupes de travail et 4 tables rondes ont permis d'arrêter 268 engagements précis, fin 2007
- depuis près d'un an, 34 missions ou comités opérationnels ont réuni plus d'un millier de personnes pour proposer les mesures de mise en oeuvre de ces engagements
- résultat : aujourd'hui, un ensemble cohérent et riche
 - *de décisions prises*
 - *de travaux en cours*
 - *de propositions législatives dans les projets de loi de programme (Grenelle 1), de loi de transition environnementale (Grenelle 2), de loi de finances (LFI & LFR)*



Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

- Une action très volontariste de progrès sur le bâtiment
- Un changement drastique dans les transports
- Une réduction des consommations et du contenu en carbone de la production
- Un urbanisme plus efficace et plus équitable

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

LE BATIMENT : 42 % de la consommation d'énergie finale **Chantier prioritaire de la Maîtrise de l'Énergie au cœur du Grenelle 1**

- **Lancer un programme de rupture technologique sur le bâtiment neuf :**
 - Basse consommation (50 kWh/m²/an) : tous les bâtiments publics et secteur tertiaire en 2010, logements privés en 2012
 - Généralisation des bâtiments à énergie positive en 2020
- **Un chantier de rénovation énergétique radicale des bâtiments existants :** - 38 % d'émissions de CO₂ sur le parc existant d'ici 2020
 - Bâtiments publics : diagnostic avant 2010 et lancement des rénovations avant 2012
 - Logements sociaux : rénovation des 800000 logements les moins efficaces en énergie d'ici 2020
 - Des politiques incitatives pour le logement et le tertiaire

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

LE BATIMENT

- **Diagnostic et objectifs de performance :**
4 arrêtés signés (sept. déc. 2007 et juin 2008) :
 - obligation de réaliser un diagnostic de performance énergétique (DPE) pour le neuf
 - affichage du DPE dans les halls d'accueil des bâtiments publics
 - réalisation systématique, pour le neuf de plus de 1000 m², d'une étude de faisabilité de diverses solutions d'appro. en énergie
 - fixation des objectifs de performance énergétique à atteindre lors des travaux importants de rénovation thermique
- **Engagement des professionnels :**
Affichage de l'efficacité énergétique des logements dans les annonces immobilières (convention signée en mai 2008 avec les professionnels de l'immobilier)

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

LE BATIMENT

- **Mobilisation des professionnels du bâtiment :**

Groupe paritaire de concertation sur :

- *la formation initiale et le recrutement,*
- *la formation professionnelle,*
- *la qualité,*
- *les assurances,*
- *les industries amont – matériaux*

objectif : propositions en décembre 2008

- **Préparation des nouvelles réglementations thermiques** pour les bâtiments neufs

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

LE BATIMENT **des dispositifs d'incitation** **et de financement**

- Création de l'**éco-prêt à taux zéro** pour les travaux de rénovation thermique (LFI 2009)
- Rénovation du **crédit d'impôt développement durable** pour les travaux d'efficacité énergétique : vers un crédit d'impôt plus efficace (LFI 2009)
- Création d'un **prêt hyper-bonifié** de rénovation thermique des logements sociaux (LFR 2008)
- **Verdissement du dispositif TEPA** de déduction des intérêts des prêts immobiliers et **des PTZ** Borloo et Robien (LFI 2009)
- Dispositions en vue de faciliter la **rénovation thermique** des habitations et des **bâtiments tertiaires** (Grenelle 2)



Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

LES TRANSPORTS (Grenelle 1)

- Assurer une cohérence d'ensemble pour les infrastructures de transport
- Transport de voyageurs :
 - **urbain et régional** : développer très fortement les alternatives à la route (multiplier par 4 les transports collectifs en site propre)
 - **sur longue distance** :
 - *extension majeure du réseau de lignes à grande vitesse (2000 km de LGV d'ici 2020 et étude de 2500 km supplémentaires) et mise à niveau du réseau classique existant*
 - *réduction des impacts du transport aérien*
- Transport de marchandises :
 - *développement de l'offre ferrée, maritime et fluviale*
 - *augmenter de 25% la part du fret ferroviaire*
- **Réduire les impacts des véhicules particuliers** (normes, R&D, éco-conduite, ...)

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

SERVICES DE TRANSPORT

- **Plan de relance des ports français :**
Loi du 4 juillet 2008 (réforme portuaire, transfert des voies ferrées portuaires, préparation de projets stratégiques pour chaque port)
- **Intermodalité / multimodalité :**
 - *Développement des autoroute ferroviaires : Perpignan/Luxembourg,*
 - *Autoroutes de la mer : appel à projet France/Espagne, appel à manifestation d'intérêt France/Portugal*
- **Création de l'observatoire énergie-environnement-transport** (novembre 2007) pour développer les éco-comparateurs
- **Lutte contre la pollution marine :**
 - *Reconnaissance de la notion de préjudice écologique (Loi du 1er août 2008)*
 - *Renforcement de la répression (Loi du 1er août 2008)*
 - *Mise en place des plans de réception et de traitement des déchets portuaires (en application de la directive européenne adoptée en 2000)*

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

SERVICES DE TRANSPORT

- **Commission de régulation des activités ferroviaires :**
Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports (Conseil des Ministres du 10 septembre 2008)
- **Régulation des péages** en fonction de critères environnementaux (Grenelle 2)
- **Taxe poids lourd** sur les routes non concédées (LFI)
- Exonération de la plus-value sur la **batellerie**
- Renforcement des **compétences des autorités organisatrices des transports** (Grenelle 2)



Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Soutien aux projets ferrés et fluviaux

- **Décision Ministérielle** : Prise en considération du Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise
- **Déclarations d'Utilité Publique** : Canal Seine-Nord-Europe ; Ligne à Grande Vitesse Bretagne-Pays-de-Loire ; Projet Lyon-Turin ferroviaire (partie française de la section commune internationale) ; Tangentielle nord (Sartrouville - Noisy-Le Sec)
- **Protocoles de financement signés** : Contournement Nîmes-Montpellier ; ligne à grande vitesse Bretagne-Pays-de-Loire

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

- **Engagement sur les lignes TGV** : financement par l'Etat à hauteur de 16 milliards d'euro, inscrit dans le projet de Loi Grenelle 1
- **Protocoles de financement en cours** : ligne à grande vitesse Sud-Europe-Atlantique entre Tours et Bordeaux ; canal Seine nord Europe
- **Transports en Commun en Site Propre (TCSP)** : 2,5 milliards d'euro en première phase (Grenelle 1); Lancement d'un premier appel à projets le 15 octobre 2008
- **Contrat de performance Etat/Réseau ferré de France** intégrant de manière massive la régénération et le renouvellement des voies : Signature en octobre 2008
- **Schéma National des Infrastructures de Transport** : Méthode d'évaluation en cours de mise au point
- **Accélération des procédures réglementaires** sur les grands projets de transport (Grenelle 2)

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

TRANSPORTS AERIENS

- Augmentation de la **taxe sur les nuisances sonores** aériennes (TNSA) destinée à l'insonorisation des logements (janvier 2008) ; résorption en moins d'un an des dossiers en attente (Orly, Nantes)
- **Trajectoires guidées** en approche à l'arrivée à Paris – Le Bourget face à l'Est venant du sud est relevées de 300 m la nuit et les descentes continues expérimentées à Orly.
- Lancement du **renouvellement du PEB** (plan d'exposition au bruit) sur la plate-forme d'Orly
- Les crédits d'État en matière de **recherche aéronautique** : augmentation de 50 M€ en 2007, 104 M€ en 2008, 120 M€ en 2009 installation d'un Conseil d'Orientation de la Recherche Aéronautique Civile
- Adoption de la directive européenne d'inclusion du transport aérien dans le **système d'échanges de permis d'émissions** (entrée en vigueur en 2012)
- Aéroports de Paris : **centrale de géothermie** à Orly en 2011 (études d'avant-projet et dossier de demande d'autorisation lancés)

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

TRANSPORTS AERIENS

- **Convention entre les acteurs du transport aérien et l'Etat** : signée le 28 janvier 2008, par l'État, les constructeurs, les compagnies aériennes et les aéroports :
 - *Réduction de 50% d'ici 2020 des émissions des nouveaux avions et la poursuite du programme de modernisation de la flotte aérienne*
 - *Amélioration de la performance environnementale des aéroports et des entreprises du secteur aérien*
 - *Réduction de la moitié du bruit perçu par les populations survolées en région parisienne et l'amélioration de l'aide à l'insonorisation des riverains*



Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

VILLE DURABLE

Rendre plus efficace et plus équitable l'aménagement urbain notamment par une gestion plus intégrée des bâtiments et des transports

- Lancement d'un concours sur les éco-quartiers (15 octobre 2008)
- Lancement d'un appel à projets sur les éco-cités (15 octobre 2008)
- Non opposition à l'installation des EnR sur les constructions (Grenelle 2)
- Prise en compte des objectifs de développement durable dans les documents d'urbanisme (Grenelle 2)
- Le thème « ville durable » a été choisi pour les rencontres internationales des 24/25/26 novembre (Union pour la Méditerranée + Présidence Française de l'Union Européenne) des ministres du logement, du développement urbain et de la cohésion territoriale

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

L'ENERGIE (Grenelle 1)

- Maîtriser la demande énergétique
- Développer une production énergétique équilibrée et décarbonée



Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

L'ENERGIE

- **Hydroélectricité** : prise en compte du mieux disant environnemental à l'occasion du renouvellement des concessions (décret signé)
- **Appel d'offres de production électrique biomasse**
- **Lancement de la PPI** (programmation pluriannuel des investissements) électrique, chaleur et gaz le 23/09
- **Création d'un fonds démonstrateur** pour les nouvelles technologies de l'énergie (400 millions) et lancement des AMI (appels à manifestations d'intérêt)

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

L'ENERGIE

- **EnR** : un plan de développement pour toutes les énergies renouvelables (arrêtés en cours de signature)
 - *une politique pérenne*
 - *des règlements simplifiés*
 - *des tarifs modulés*
- **Lampes basse consommation** : vers la signature imminente d'un accord ambitieux de retrait progressif des ampoules à incandescence / futur règlement européen

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

L'ENERGIE

→ Grenelle 2 et LFI :

- **Bilan des émissions de gaz à effet de serre** pour les plus de 500 salariés privés dans un secteur d'activité fortement émetteur, les personnes morales de droit publics de plus de 250 personnes, les principales collectivités territoriales (plus de 50 000 hab.)
- Création de **schémas régionaux climat, air et énergie** et de schémas de raccordement au réseau des ENR
- Généralisation des **plans climat territoriaux**
- Extension des **certificats d'économie d'énergie** (nouveau obligés : fournisseurs de carburants ; nouvel objectif)
- Création d'un **fonds chaleur** pour soutenir la « chaleur renouvelable » (co-élaboration avec les régions)
- Soutien aux **réseaux de chaleurs** (possibilité de prolonger la durée de concession....)
- **Éoliennes en mer** : modifications législatives et réglementaires pour autoriser leur réalisation

Changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

L'ENERGIE

Travaux et négociations européennes

- **Objectif prioritaire** : obtenir un accord politique sur le **Paquet Energie Climat** en décembre 2008 :
 - *révision du système d'échange de quotas,*
 - *baisse de 20% des émissions de GES d'ici 2020,*
 - *20% d'ENR dans la consommation finale,*
 - *20% d'économies d'énergie par rapport aux projections de consommation pour 2020).*
- **Négociations post-2012** : action de la France pour un accord international ambitieux à Poznan en décembre 2008 puis à Copenhague en 2009.
- **Travaux au niveau européen pour promouvoir les équipements les plus économes en énergie** (règlement sur les modes veilles, décodeurs TV numériques et éclairage tertiaire et public le 26/09...)

Biodiversité et ressources naturelles / Modes de production et de consommation durables

Grenelle 1

- Arrêter la perte de biodiversité et conforter la richesse du vivant
- Retrouver une bonne qualité écologique des des eaux et en assurer le caractère renouvelable
- Des agricultures diversifiées, productives et durables
- Un cadre rigoureux et transparent pour les OGM et les biotechnologies

Biodiversité et ressources naturelles

BIODIVERSITE

- Organiser les activités minières :
 - *En Guyane, lancement du schéma minier et refus d'ouverture d'un site aurifère sur la montagne de Kaw*
- Arrêter la perte de biodiversité :
 - *Création de la Fondation Scientifique pour la Biodiversité (février 2008)*
 - *Adaptation au droit communautaire du cadre législatif français sur Natura 2000 (loi LRE d'août 2008)*
- Favoriser le dialogue pour la gestion des espèces animales sauvages :
 - *Table ronde sur la Chasse (lancée en mai 2008)*
 - *Installation du groupe pyrénéen Ours (juin 2008)*

Biodiversité et ressources naturelles

BIODIVERSITE

- **Conforter la richesse des milieux marins :**
 - *Adoption d'une stratégie nationale de création d'aires marines protégées (novembre 2007) et création de l'Agence nationale des aires marines*
 - *Désignation des sites Natura 2000 en mer (concertation achevée en juin 2008 pour la centaine de sites identifiés)*
 - *Création du 1er parc naturel marin en mer d'Iroise (septembre 2007)*
- **Renforcer la protection des milieux marins tropicaux :**
 - *Classement au patrimoine mondial de l'UNESCO des lagons de Nouvelle Calédonie (juillet 2008)*
 - *Présidence de l'Initiative Internationale pour les Récifs Coralliens à partir de juillet 2009*

Biodiversité et ressources naturelles

BIODIVERSITE

- **Création d'une Trame verte et d'une Trame bleue (Grenelle 2) : créer une continuité territoriale**
- **Projets de parcs nationaux terrestres** : Parc national des Calanques et un parc national forestier en Métropole
- **Création de nouveaux parcs nationaux marins** : mise à l'étude de 3 projets (Côte Vermeille ; estuaires de la Somme, de l'Authie et de la Canche ; estuaire de la Gironde et pertuis charentais)
- **Mise à l'étude en décembre 2007 d'un parc naturel marin à Mayotte**
- **Élaboration d'une stratégie nationale pour la Mer et de stratégies de façades (Grenelle 2)**
- **Déployer les plans de protection et de restauration des espèces menacées**
- **Inventaire du patrimoine naturel amazonien de Guyane (Financement prévu dans Grenelle 2)**

Biodiversité et ressources naturelles

ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES (OGM)

- **Suspension de la culture du maïs MON 810 :**
 - *Arrêté du 7 février 2008*
 - *Rencontre prévue entre les experts du panel OGM de l'AESA (Agence Européenne de Sécurité Alimentaire) et les scientifiques français le 9 octobre prochain.*
 - *La procédure européenne d'examen de la demande de renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) est en cours (actuellement en attente d'éléments complémentaires réclamés par l'AESA et l'Espagne)*
- **Loi relative aux organismes génétiquement modifiés**
Loi promulguée le 25 juin 2008 (décrets en cours de rédaction) :
 - Principe de coexistence et principe de responsabilité en cas de contamination accidentelle
 - Création du Haut Conseil des Biotechnologies

Biodiversité et ressources naturelles

ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES (OGM)

- **Création du Haut Conseil des Biotechnologies**
 - *Son rôle est d'éclairer le gouvernement sur toute question relative aux biotechnologies et d'évaluer les dossiers relatifs à leurs utilisations.*
 - *Instance pluridisciplinaire et indépendante constituée de 2 comités : un comité scientifique et un comité économique, éthique et social*
 - *Décret au Conseil d'Etat et appel à candidature concernant les experts du comité scientifique en cours*

Biodiversité et ressources naturelles

ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES (OGM)

- **Modification de la directive européenne sur les OGM** création à l'initiative de la présidence française dans le cadre de la PFUE d'un **groupe OGM ad hoc auprès du Conseil Européen**. Réflexion sur les **5 pistes suivantes** :
 - Renforcement de l'évaluation environnementale
 - Prise en compte des critères socio-économiques
 - Amélioration du fonctionnement de l'expertise
 - Seuils européens d'étiquetage pour les semences
 - Prise en compte de certains territoires sensibles et/ou protégés

Le travail du groupe prépare les conclusions du Conseil environnement des 4 et 5 décembre prochains.

Modes de production et de consommation durables

EAU

- **Programme massif de reconquête de la qualité des eaux :**
 - *Les 146 stations d'assainissement des eaux usées hors normes en 2007 (contentieux européen) sont en cours de mise en conformité : 58 sont dorénavant aux normes, 88 sont en cours de mise aux normes*
 - *Mobilisation par les agences de l'eau de 2 Md€ de prêt bonifié de la Caisse des dépôts à destination des collectivités locales.*
- **Réduire l'usage des pesticides (50% en 10 ans si possible) :**
 - *Retrait des produits les plus dangereux : 53 substances concernées => 30 dès fin 2008 (déjà 15 en septembre 2008)*
 - *Adoption du plan écophyto 2018 au Conseil des Ministres du 10 septembre 2008 (former les différents acteurs à la production et protection intégrées)*
- **Réduire les pollutions par les nitrates :**
 - *Couverture des sols en hiver et bandes enherbées : 4ème programme d'actions dans les zones vulnérables (circulaire du 26 mars 2008)*

Modes de production et de consommation durables

EAU

- **reconquête et renaturation des fleuves et des rivières :**
 - *état des lieux par l'ONEMA des 40 000 ouvrages hydrauliques réalisé d'ici fin 2008*
 - *effacement des obstacles les plus problématiques : convention en cours de négociation avec les parties*
 - *zones humides et bandes enherbées : accroissement du rôle des agences de l'eau (Grenelle 2)*
- **taxe sur les phytosanitaires (LFI)**
- **réduction des fuites des réseaux d'eau :**
obligations pour les gestionnaires (Grenelle 2)

Modes de production et de consommation durables

AGRICULTURE

- Développer l'agriculture biologique, le plan agribio 2012 :
 - 20% de produits biologiques en 2012 pour la restauration collective de l'Etat : circulaire interministérielle du 2 mai 2008
 - Un fonds de structuration pour l'agence bio (3M€/an pendant 5 ans) et un appel à projet (17/12/07) dans le cadre du FISIAA
- Engager 50% des entreprises agricoles dans la certification d'ici 2012 :
 - Schéma général acté en mars 2008 avec tous les acteurs
 - Cahiers des charges en cours de définition : objectif décembre 2008 avec expérimentation dans 5 départements.

Modes de production et de consommation durables

AGRICULTURE

- **Viser la performance énergétique des entreprises agricoles** : 30% des entreprises agricoles à faible dépendance énergétique d'ici 2013 (**Plan Barnier**)
 - *Dispositif pour réaliser un diagnostic de performance pour 100 000 exploitations (LFI)*
 - *d'ici 2013 : Schéma d'identification des investissements prioritaires*
- **Agriculture biologique** : Une aide au maintien dans le cadre du bilan de santé de la PAC (définition 2009, mise en œuvre 2010)

Instaurer un environnement respectueux de la santé

SANTÉ – ENVIRONNEMENT / RISQUES

(Grenelle 1)

- Mieux connaître, encadrer et réduire l'usage des substances à effets nocifs
- Maîtriser la qualité de l'air extérieur et de l'air intérieur aux bâtiments
- Lutter contre le bruit excessif
- Prévenir les risques émergents, technologiques et nanotechnologiques
- Faire de la prévention des déchets et des polluants liés un avantage compétitif pour les entreprises et les territoires

Instaurer un environnement respectueux de la santé

SANTE – ENVIRONNEMENT / RISQUES

- **Renforcement des moyens de contrôle :**
programme stratégique 2008-2012 de l'inspection des ICPE, 200 renforts (dont 60 dès 2009)
- **Réduction des nuisances sonores aériennes :**
augmentation de la TNSA (début 2008), modifications des procédures d'approche, ... et refonte en cours des modalités d'aide
- **Plan séisme Antilles :** programmation des premiers renforcements d'écoles

Instaurer un environnement respectueux de la santé

SANTE – ENVIRONNEMENT / RISQUES

- Lancement à la mi octobre de la consultation sur le **Plan national Santé – Environnement 2**, après 8 mois de concertation.
un axe fort :
« **Réduire les inégalité environnementales** »
- Lancement en octobre de la consultation sur le **Plan pour la réduction des émissions et concentrations atmosphériques de particules** après finalisation fin septembre.
- Préparation de la saisine CNDP pour **un débat public sur les nanotechnologies** en 2009.
- **Sites pollués** : lancement en cours du croisement des situations sensibles (AEP) et de la base Basias (sites potentiellement pollués)
- Travaux préparatoires à la **constitution du pôle Tox-Ecotox**

Instaurer un environnement respectueux de la santé

SANTE – ENVIRONNEMENT / RISQUES

- **Moyens supplémentaires pour la remédiation** (sites pollués, bruit), l'évaluation des risques et la recherche... (LFI 2009)
- **Taxation des activités polluantes et des produits néfastes à l'environnement** (décharge, incinérateurs, granulats, pesticides, émissions de poussière) (LFI 2009)
- **Des obligations normatives plus protectrices** (téléphonie mobile et enfants ... (Grenelle 2)
- **L'amélioration des connaissances pour nourrir l'action :** obligation de déclaration de fabrication de particules nano-manufacturées, surveillance de la qualité de l'air dans certains locaux... (Grenelle 2)
- **Des rapports réguliers pour rendre compte des progrès des connaissances :** Bilan sur les champs électromagnétiques au Parlement dans 5 ans
- **Renforcement du rôle de l'ACNUSA :** sanction et compétences (Grenelle 2)
- **Prévention des pollutions lumineuses** (Grenelle 2)

Instaurer un environnement respectueux de la santé

DECHETS

(Grenelle 1)

- **Réduire la production de déchets**
(pour les 5 prochaines années, réduction de 5 kg par an et par habitant chaque année soit 25 kg en 5 ans)
- **Augmenter le recyclage**
(pour 2012, 35% des déchets ménagers et assimilés orientés vers le recyclage matière ou organique)
- **Limiter les quantités incinérées ou stockées**
(diminution de 15 % à horizon 2012)

Instaurer un environnement respectueux de la santé

DECHETS

- **Des outils réglementaires ou conventionnels :**
 - Objectifs renforcés sur le contenu de la planification et obligations de révision anticipée (Grenelle 2)
 - Obligation de plans départementaux pour la gestion du BTP (Grenelle 2)
 - Diagnostic déchets pour certains chantiers de démolition : Plans départementaux de gestion des déchets du BTP (Grenelle 2)
 - Obligation de collecte sélective et valorisation de la matière organique (Grenelle 2)
 - Mise en place d'une REP (Responsabilité élargie du producteur) pour les DASRI (Déchets d'activité de soins à risques infectieux) (Grenelle 2)
- **Signal prix et financement des actions :**
 - Augmentation TGAP décharge, création TGAP incinération (LFI)
 - Recettes affectées au financement d'actions pour la prévention et la valorisation (LFI)
- **Modulation renforcée des éco-contributions**

Gouvernance écologique

Une évolution rapide vers la prise en compte des aspects environnementaux et la nécessaire participation de tous les acteurs

- **Gouvernance à 5** de l'ensemble du processus Grenelle, notamment du Comité de suivi
- **Transformation du CES en CESE** : loi constitutionnelle 7 juillet 2008
- **Création du HCTISN**, Haut Comité pour la Transparence de l'Information pour la Sécurité Nucléaire : juin 2008 (1er rapport en octobre 2008)
- Lancement du **Portail sur les informations environnementales** (ouverture : février 2009)
- Préparation d'une **Plate-forme Internet sur la RSE** (responsabilité sociétale des entreprises) : ouverture en mars 2009



Gouvernance écologique

Une évolution rapide vers la prise en compte des aspects environnementaux et la nécessaire participation de tous les acteurs

- Réflexion sur le **régime de l'élu associatif environnemental**
- **Recomposition du CESE** (Conseil économique social et environnemental)
- **Évolution de l'organisation de l'Autorité environnementale** au sein de l'Etat (décret en préparation)
- Saisine des **partenaires sociaux** : lanceurs d'alerte, informations des CHSCT et consultation du CE sur les rapports de RSE
- Travaux d'un **nouveau comité opérationnel sur l'éducation à l'environnement** du grand public (septembre-octobre 2008)
- Préparation d'un **plan renforcé de communication** destinée au grand public sur les enjeux environnementaux (ADEME)

Gouvernance écologique

Une évolution rapide vers la prise en compte des aspects environnementaux et la nécessaire participation de tous les acteurs

- *Substitution du Comité de suivi du Grenelle au CNDD (Conseil National du Développement Durable)*
- *Transformation des CESR en CESER (Grenelle 2)*
- *Inclusion des associations de protection de l'environnement dans les procédures administratives territoriales (Grenelle 2)*
- *Réformes des enquêtes publiques (Grenelle 2)*
- *Réforme des études d'impact (Grenelle 2)*
- *Extension et renforcement des CLI, commissions locales d'information (Grenelle 2)*
- *Extension de l'obligation de présentation d'un rapport RSE par les entreprises (Grenelle 2)*
- *Responsabilité des sociétés mères (Grenelle 2)*
- *Le lancement d'une conférence de consensus sur la proposition de contribution énergie climat (fin 2008)*



Gouvernance écologique

Un devoir d'exemplarité de la part de l'Etat

→ Un Etat éco-responsable :

- Lancement du **Plan Bâtiment Public** de l'Etat : diagnostic avant 2010, lancement des rénovations avant 2012
- Réalisation de **Bilan Carbone dans les administrations** (lancement août 2007 ; réalisation fin 2008)
- Parution prochaine de **la circulaire « achats publics »** pour l'Etat et ses établissements publics : 20 sujets prioritaires (achats de produits, de services ..) et un dispositif financier incitatif en fonction des résultats obtenus
- Parution prochaine du **décret sur les véhicules** de l'Etat et de ses établissements publics
- Circulaire sur la **part de produits issus de l'agriculture biologique** dans les **cantines publiques** de l'Etat (2 mai 2008)

→ L'engagement des établissements et entreprises publiques :

- Une charte signée par 33 organismes le 4 mai 2008
- Principaux engagements : stratégie DD formalisée, plan d'actions, indicateurs de suivi, ...

Gouvernance écologique

Un devoir d'exemplarité de la part de l'Etat

- **De nouveaux moyens financiers pour mettre en œuvre les politiques de DD** : Fonds chaleur, fonds déchet, fonds démonstrateur

Évolution de l'**ADEME**, gestionnaire de ces fonds, vers un rôle d'opérateur de la transition environnementale (LFI)

- **L'intégration du DD dans toutes les politiques :**

- Lancement d'une **nouvelle Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD)** intégrant les conclusions du Grenelle
- Système de suivi par des **indicateurs de développement durable**
- Généralisation pour les projet de loi des **études d'impact préalables** intégrant les dimensions économiques, sociales et environnementales : Études d'impacts des projets de loi Grenelle 1 et 2

Compétitivité écologique

CONSOMMATION

- **Le droit à l'information environnementale des consommateurs : Affichage du CO2**
décidés conventionnellement et/ou inscrits dans Grenelle 2 :
 - *les produits de consommation courante,*
 - *sur les produits immobiliers (DPE),*
 - *les devis de transports...*
- **La sincérisation de la communication et de la publicité :**
 - *réforme du BVP (réalisé par convention),*
 - *projet de modification du code de la consommation et de l'environnement (Grenelle 2)*
 - *projet de circulaire au parquet sur les déclarations environnementales, ...*

Compétitivité écologique

CONSOMMATION

- Le développement d'une offre à moindres impacts
 - généralisation des démarches d'éco-conception : produits moins énergivores, moins producteurs de déchet, ...
 - développement de l'offre de produits bio ou de produits écolabellisés : charte d'engagement de la FCD
- Vers l'intégration du prix écologique :
 - un premier bonus-malus dans le secteur automobile.
 - une deuxième famille qui respectera les 3 principes :
 - des décisions au cas par cas,
 - une amélioration du pouvoir d'achat des français,
 - performances écologiques avérées du dispositif

Compétitivité écologique

ECO-TECHNOLOGIES

- Le Grenelle dans son ensemble est un soutien au développement des éco-industries :
 - Efficacité énergétique du bâtiment neuf et existant,
 - Développement des EnR,
 - Véhicules « propres »,
 - Développement du recyclage,
 - Eco-produits, ...
- Création du comité stratégique des éco-industries (COSEI), le 10 juillet 2008 et lancement de 3 groupes de travail :
 - l'innovation et à la diffusion des éco-technologies
 - la réglementation soutien au renforcement des performances des éco-industries
 - les PME

(Echéance : décembre 2008)
- Lancement d'un Plan de soutien aux véhicules décarbonés (novembre 2008)

Compétitivité écologique

RECHERCHE

- « le Milliard » de la recherche du Grenelle :
 - *Loi de finances pluriannuelle 2009-2011*
 - *Thématiques prioritaires : énergie, moteurs du futur, biodiversité et santé environnement*
 - *Accroissement de la dotation des organismes de recherches et financement de « plates-formes »*
 - *Nouveaux appels à propositions de l'ANR*
 - *Création du fonds de soutien aux démonstrateurs (400 millions d'euros) : 3 appels à manifestation d'intérêt :*
 - biocarburants de 2ème génération,
 - capture et stockage du CO2,
 - véhicules propres
- **Création d'un comité de pilotage de la recherche développement durable**

Compétitivité écologique

FISCALITE

Un outil au service de cette nouvelle économie, un instrument d'orientation des marchés et non de création de recette budgétaire

● Fiscalité Bâtiment :

- *inciter les ménages à réaliser des travaux de rénovation énergétique de leurs logements : éco-prêt à taux zéro, amélioration du crédit d'impôt « développement durable »*
- *encourager la construction de logements BBC, en accordant un avantage supplémentaire à ces logements dans les dispositifs existants : prêt à taux zéro à l'acquisition, crédit d'impôt TEPA*
- *réserver les bénéfices des avantages fiscaux aux logements neufs qui respectent véritablement la RT : crédits d'impôt TEPA, dispositifs Robien et Borloo, PTZ acquisition*

● Fiscalité Transport :

- *création d'une redevance kilométrique poids lourds*
- *abaissement des tarifs de la taxe à l'essieu*

Compétitivité écologique

FISCALITE

Un outil au service de cette nouvelle économie, un instrument d'orientation des marchés et non de création de recette budgétaire

• Autres volets fiscaux :

→ *Volet agriculture :*

- encourager une meilleure gestion de la forêt
- favoriser le développement de l'agriculture biologique (doublement du crédit d'impôt existant, exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties)

→ *Volet déchets :*

- augmentation de la TGAP décharge
- création de la TGAP incinération

→ *Volet matières premières :*

- doublement de la TGAP granulats

→ *Volet santé :*

- création de la TGAP air (particules fines)
- augmentation de la taxation des pesticides

Un Grenelle facteur de croissance à court et moyen terme : la « croissance verte »

- **Des investissements générateurs de croissance à court terme, dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre et peu délocalisables**
 - *Trois grands chantiers : bâtiment, transports, énergie*
 - *Investissements de 35 Mds€ par an en moyenne*
 - *15 Mds€ de valeur ajoutée par an, soit 0,8 point de PIB*
 - *500 000 emplois créés*
- **Un plan de moyen terme pour développer les conditions de la croissance future**
 - *Accroître la compétitivité des entreprises en diminuant leur facture énergétique*
 - *Spécialiser nos entreprises sur des marchés d'avenir*
 - *Consolider les positions de nos champions nationaux*
 - *Augmenter la recherche dans le domaine du développement durable*

Des moyens tant budgétaires que fiscaux adaptés aux objectifs :

- *le budget de l'Etat (missions développement durable et recherche) ;*
- *les ressources en forte augmentation des opérateurs du MEEDDAT (AFITF, ADEME, fonds Barnier) ;*
- *la contribution de la Caisse des Dépôts (logements sociaux, recherche) ;*
- *allègements fiscaux (éco-PTZ rénovation, crédit d'impôt développement durable, prime acquisition logements BBC).*

Présentation du PLF : le 26 septembre 2008



Le Grenelle : enjeux internationaux

au cœur des négociations internationales :

→ La PFUE (Présidence française de l'Union Européenne)

- Paquet énergie-climat :
 - Révision du système des quotas,
 - baisse de 20 % des émissions de GES d'ici 2020
 - 20 % d'EnR dans la consommation finale d'ici 2020
 - 20 % d'économies d'énergie en 2020
- Directive CO2 voitures
- Directive sols et IPPC
- Sécurité maritime
- Paquet production et consommation durables...

Vers une
adoption en
décembre 2008

→ De Poznan (déc. 2008) à Copenhague (2009) : l'après 2012

- Rassembler les pays européens, s'unir avec les pays africains pour :
 - des objectifs ambitieux (déforestation, transferts technologiques, émissions carbone)
 - une nouvelle architecture des moyens financiers
- Vers une position européenne commune :
le Conseil du 20 octobre se prononcera sur la proposition française

Le Grenelle : enjeux internationaux

au cœur des négociations internationales :

→ L'UPM (Union pour la Méditerranée) :

pour le Développement durable en Méditerranée :

- Plan solaire
- Dépollution des eaux la Méditerranée
- Gestion et qualité des eaux douces
- Développement du transport par mer
- ...

La co-présidence franco-égyptienne porte le projet

Conclusion : Le Grenelle en actions...

- ➔ Une mobilisation sans précédent de tous les acteurs :
 - Territorialisation et responsabilité de tous les acteurs :
 - ➔ Développement rapide des démarches d'Agenda 21 depuis le début de l'année
 - ➔ Des initiatives spécifiques : l'engagement de la communauté de communes de Perpignan...
 - De la dynamique des pionniers à la généralisation :
 - ➔ Ex : affichage CO2 des produits : Initiative de Leclerc et de Casino (2007) et accord de la FCD (300 produits : 2008)...
 - Des démarches transversales : chartes d'engagement volontaires, notamment de secteurs professionnels professionnelles, actions d'autres ministères (ex : « l'école agit »)...
- ➔ Une combinaison de projets de loi ambitieux, d'actions et de démarches volontaires afin de mettre en œuvre les 268 engagements du Grenelle.

La suite est notre affaire à tous !

<http://www.legrenelle-environnement.fr/>

